

Étudiant·es étranger·es exclu·es de l'Université de Strasbourg :

Entre l'humanisme et des économies de bouts de chandelle,

nous n'avons pas à choisir !

Communiqué de l'intersyndicale

Le 9 avril 2026

Après six semaines d'attente, les organisations syndicales de l'Université de Strasbourg ont été reçues par la présidente Frédérique Berrod ce mercredi 8 avril, en présence de la vice-présidente formation et du directeur de la scolarité.

Nos représentant·es ont pu exposer nos attentes et revendications et faire état de la détresse de nombreux étudiants extracommunautaires que l'université menace de désinscription dans un courrier du 31 mars dernier et qui se trouvent dans l'incapacité de régler 3941 euros de droits d'inscription.

Si nous avons bénéficié d'une écoute attentive de la présidente, nous devons déplorer cependant des désaccords profonds et persistants :

1. Alors que la présidence se réfugie derrière l'obligation légale qu'il y aurait à appliquer les droits d'inscription différenciés, nous avons rappelé que les universités étaient autonomes et que la présidente jouissait de la liberté de proposer au CA de revenir sur une décision néfaste et très largement critiquée.

2. Alors que l'administration et la présidence restent opaques aussi bien sur le nombre effectif d'étudiant·es extracommunautaires inscrit·es à l'université - 8000 la semaine dernière dans un média, 10 000 hier lors de notre réunion ... - que sur les critères d'exonération et le nombre d'étudiant·es qui en ont bénéficié, nous exigeons une totale transparence, c'est-à-dire des chiffres précis et vérifiables. Les chiffres communiqués aux élu·es dans les conseils centraux, aux représentant·es des personnels et des étudiant·es et aux journalistes doivent être les mêmes. L'enfumage n'a que trop duré !

3. Alors que la présidente fait valoir le droit et la bonne gestion des finances de l'université en critiquant ses homologues qui refusent d'appliquer les frais différenciés, nous avons rappelé le primat de l'éthique et de nos valeurs humanistes. Nous avons en outre souligné que le coût de l'exonération des 47 étudiant·es désinscrit·es le 31 mars représentait 0,028% du budget de l'université et que ce pourcentage était infime au regard de la détresse dans laquelle se trouvent ces étudiant·es étranger·es. Par ailleurs cette exonération aurait une incidence très marginale sur le taux d'exonération qui n'atteindrait même pas les 10%.

En définitive nous sommes sorti-es de cette entrevue avec le sentiment que la présidente Frédérique Berrod n'assumait pas sa politique et se défaussait de ses responsabilités en se réfugiant systématiquement derrière la politique ministérielle, les conseils centraux, voire ses composantes et son administration.

Il revient désormais à la présidente de l'université de trancher et de faire des propositions aux élu-es des conseils centraux. Nos organisations syndicales ont formulé trois demandes. Exonérer intégralement les 47 étudiant-es qui ont reçu un courrier de désinscription ce 31 mars et leur permettre ainsi d'aller au terme de leur année universitaire. Procéder au remboursement à tous les étudiant-es des frais différenciés qui ont été versés. Prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin aux droits différenciés à la rentrée universitaire 2026/2027.

C'est à ces conditions que l'université de Strasbourg fera honneur à sa tradition d'accueil et d'ouverture aux étudiant-es étranger-es, y compris à celles et ceux qui viennent des pays les plus défavorisés, en particulier les pays d'Afrique et de la francophonie qui sont les plus touchés par cette politique discriminatoire. Entre l'humanisme et des économies de bouts de chandelle, entre le droit aux études pour les étudiant-es les plus pauvres et une politique aux relents racistes, nous n'avons pas à choisir !

L'intersyndicale appelle à un rassemblement le jeudi 16 avril à 13h devant le bâtiment de la présidence sur le Campus central et à la tenue d'une Assemblée générale. Elle invite les étudiant-es et les personnels à signer et faire signer la pétition qui a désormais dépassé les 3000 signatures : <https://c.org/dB7M5xGzbK>

Signataires : SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, Sud éducation Alsace, SES-CGT, SNTRS-CGT, FO ESR, FSE Strasbourg, Alternative Etudiante Strasbourg, Solidaires Etudiant-e-s Strasbourg.